

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/N/CHE/23
28 juin 1999

(99-2676)

Comité de l'agriculture

Original: français

NOTIFICATION

Le Secrétariat a reçu de la délégation de la **Suisse**, le 4 juin 1999, la notification ci-jointe au sujet des mesures prises dans le cadre de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires pour les années civiles **1995 à 1998 (tableau NF:1)**.

Conformément aux prescriptions en matière de notification dans le cadre de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (**tableau NF:1**), la notification ci-après fournit des détails sur les programmes suisses en faveur de ces pays.

Tableau NF:1

**Notification au titre de l'article 16:2 de l'Accord: Surveillance de la suite donnée à la
décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme
de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement
importateurs nets de produits alimentaires: SUISSE**

PERIODE CONSIDEREE: Année civile 1995 à 1998

1. Quantité d'aide alimentaire fournie aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires

Les contributions de la Suisse à l'aide céréalière s'articulent autour de l'accord international concernant l'aide alimentaire, négocié à nouveau en 1995. Cosignataire de cet accord, la Suisse s'est engagée à fournir une prestation annuelle représentant 40'000 t d'équivalent de blé.

Cette aide est en règle générale fournie en espèces et non sous forme de produits et est mise en premier lieu à la disposition du Programme alimentaire mondial (PAM; programme de développement) pour l'achat de céréales dans les pays en développement. Les céréales achetées proviennent surtout des pays méridionaux ou voisins de la région bénéficiaire afin de stimuler la production desdits pays et d'élever du même coup, chez les destinataires, le seuil de tolérance des marchandises livrées ("achats triangulaires"). Cette aide sert aussi à combiner la distribution de denrées alimentaires avec celle de semences, prévenant ainsi la formation de dépendances nutritionnelles.

Outre l'aide au PAM la Suisse fait régulièrement des livraisons de produits laitiers d'origine suisse. Cette aide répond aux "Critères pour l'utilisation de produits laitiers dans le cadre de l'aide alimentaire", critères définissant les modalités à observer pour évaluer la distribution des produits laitiers et procéder à cette distribution.

Les tableaux 1 et 2 donnent des renseignements sur la répartition de l'aide alimentaire accordée par la Suisse. Cette aide fait partie de l'aide humanitaire de la Suisse. Les prestations ne sont pas ventilées selon les critères "pays les moins avancés" (PMA) ou "pays en développement importateurs nets de produits alimentaires" (NFIDC), mais uniquement selon le critère du besoin d'aide humanitaire des régions touchées par des catastrophes naturelles ou autres. La pratique montre cependant que les pays bénéficiaires des programmes suisses se recoupent considérablement avec ces deux groupes (cf. tableau 2 : Aide alimentaire en forme de graines, farines ou semences en équivalent de blé).

En sus de l'apport direct sous forme de produits alimentaires, l'aide humanitaire suisse fournit des contributions financières. Les fonds libérés à cette fin ont rendu un triple service : soutenir en logistique et en personnel les organisations chargées de distribuer les denrées alimentaires disponibles sur place ; mettre sur pied et entretenir l'infrastructure des transports ; assurer la maintenance des systèmes d'approvisionnement dans les pays bénéficiaires. L'assistance fournie comprend en outre des programmes de développement à long terme ainsi qu'une aide affectée aux secours d'urgence. Voir le point 3) ci-dessous.

Tableau 1: Quantité d'aide alimentaire fournie par la Suisse

Produit	Quantité d'aide alimentaire fournie ou/et financée (tonnes)			
	1995	1996	1997	1998
Céréales (1)	73 065	51 970	55 897	31 498
Aide bilatérale	24 650	7 790	11 301	2 691
blé	24 450	0	3 016 (3)	0
maïs	0	230	5 000	0
millet / sorgho	200	0	585	991
orge	0	0	900	0
riz	0	7 560	1 800	1 700
divers	0	0	0	0
Aide financée auprès des organisations internationales.	48 415	44 180	44 596	28 807
blé	8 221	21 328 (2)	17 136 (4)	12 051 (5)
maïs	12 480	6 199	12 700	4 680
millet / sorgho	7 500	1 000	2 053	2 693
orge	0	380	1 200	0
riz	14 797	15 273	9 685	9 383
divers	5 417	0	1 822	0
Produits laitiers (6)	3 680	2 493	2 177	2 398
lait entier en poudre	836	818	704	815
lait écrémé en poudre	1 137	913	1 246	1 340
lait pour enfants	810	356	60	26
fromage fondu (et dur)	897	406	167	217
Autres (6) (7)	0	100	0	0

(1) graines, farines ou semences en équivalent de blé

(2) dont 10 998 t provenant de la Suisse

(3) dont 3 016 t provenant de la Suisse

(4) dont 5 011 t provenant de la Suisse

(5) dont 2 000 t provenant de la Suisse

(6) produits suisses

(7) par exemple fruits séchés

Source: Département fédéral des affaires étrangères

Tableau 2: Aide alimentaire en forme de graines, farines ou semences en équivalent de blé; répartition selon pays

Pays		Quantité d'aide alimentaire fournie ou/et financée (tonnes)			
		1995	1996	1997	1998
PMA	1)	42 847	26 029	17 971	14 451
Afrique :		35 647	20 989	14 038	10 881
	Angola	4 700	0	0	0
	Bénin	0	0	0	0
	Burkina Faso	0	0	0	171
	Burundi	0	0	0	1 093
	Cap-Vert	7 650	5 760	5 000	0
	Rép. Centrafricaine	0	0	0	0
	Tchad	0	0	0	0
	Comores	0	0	0	0
	Congo (Rép. Dém.)	0	0	0	0
	Djibouti	0	0	0	1 370
	Guinée Équatoriale	0	0	0	0
	Érythrée	4 500	0	0	0
	Éthiopie	1 450	2 500	4 600	2 000
	Gambie	0	0	0	0
	Guinée	0	0	0	0
	Guinée-Bissau	0	0	0	906
	Lesotho	0	0	0	0
	Liberia	4 900	2 370	0	0
	Madagascar	2 400	2 030	1 800	1 700
	Malawi	0	0	0	0
	Mali	0	0	2 053	793
	Mauritanie	3 000	1 000	0	0
	Mozambique	1 940	0	0	0
	Niger	0	0	585	820
	Rwanda	200	2 675	0	0
	São Tomé et Principe	0	0	0	0
	Sierra Léone	0	0	0	0
	Somalie	0	0	0	128
	Soudan	272	3 500	0	1 900
	Togo	0	0	0	0
	Ouganda	3 695	0	0	0
	Tanzanie	940	0	0	0
	Zambie	0	1 154	0	0
Amériques :		0	0	0	0
	Haïti	0	0	0	0
Asie & Pacifique :		7 200	5 040	3 933	1 700
	Afghanistan	0	0	0	0
	Bangladesh	0	0	454	0
	Bhoutan	0	0	0	0
	Cambodge	7 200	0	0	1 700
	Kiribati	0	0	0	0
	Laos	0	0	3 479	0
	Maldives	0	0	0	0

Pays	Quantité d'aide alimentaire fournie ou/et financée (tonnes)			
	1995	1996	1997	1998
Myanmar	0	0	0	0
Népal	0	5 040	0	1 870
Samoa	0	0	0	0
Îles Salomon	0	0	0	0
Tuvalu	0	0	0	0
Yémen	0	0	0	0
NFIDCs 1)	0	0	0	4 191
Barbade	0	0	0	0
Botswana	0	0	0	0
Côte d'Ivoire	0	0	0	0
République Dominicaine	0	0	0	0
Égypte	0	0	0	0
Honduras	0	0	0	0
Jamaïque	0	0	0	0
Kenya	0	0	0	4 191
Maurice	0	0	0	0
Maroc	0	0	0	0
Pakistan	0	0	0	0
Pérou	0	0	0	0
Sainte-Lucie	0	0	0	0
Sénégal	0	0	0	0
Sri Lanka	0	0	0	0
Trinité-et-Tobago	0	0	0	0
Tunisie	0	0	0	0
Venezuela	0	0	0	0
Autres	30 218	25 941	37 926	12 856
Albanie	0	0	411	0
Algérie	0	380	0	0
Bulgarie	0	0	3 016	0
Cuba	0	0	4 761	0
Géorgie	0	0	0	1 431
Iraq	0	5 020	3 256	0
Iran	3 672	4 095	8 668	0
Israël 2)	4 315	3 479	0	0
Jordanie 2)	2 055	1 178	0	0
Caucase	0	0	1 818	0
Kosovo	0	0	0	96
Liban 2)	1 370	1 479	0	0
Namibie	0	0	0	849
Corée du Nord	18 325	8 788	14 900	5 669
Syrie 2)	481	712	0	0
Tadjikistan	0	810	1 096	0
Thaïlande	0	0	0	4 811
Total	73 065	51 970	55 897	31 498

(1) Pays selon G/AG/GEN/31, tableau 3, pp 17-18

(2) UNWRA

2. Indication de la part fournie intégralement à titre de don ou à des conditions favorables appropriées

Toute l'aide alimentaire accordée par la Suisse est fournie intégralement à titre de don.

3. Assistance technique et financière prévue au paragraphe 3 iii) de la Décision:

Comme l'assistance technique et financière de la Suisse ne s'oriente pas exclusivement selon les deux catégories de pays, c'est-à-dire, les PMA et les NFIDC, la Suisse fera ci-après une esquisse de son aide publique au développement (voir tableaux ci-dessous). Celle-ci montre que l'assistance suisse en la matière couvre - de par sa nature et de ses buts - surtout les besoins des PMA et des NFIDC :

L'Aide publique suisse au développement se monte à environ 1,3 milliard de francs par année, soit quelque 0,32 pour cent du Produit national brut ou encore 50 centimes par habitant et par jour. Elle totalise l'ensemble des flux financiers vers les pays en développement, les institutions internationales et les organisations non gouvernementales, provenant de la Confédération suisse, des cantons et des communes et assortis de conditions de faveur.

Les objectifs de la coopération internationale de la Suisse sont :

- la coopération internationale soutient les efforts des pays en développement en vue d'améliorer les conditions de vie de leurs populations;
- la coopération internationale doit contribuer à mettre ces pays en mesure d'assurer leur développement par leurs propres moyens.

Les lignes directrices de la politique de développement sont basées sur quatre thèmes principaux : la sauvegarde et le maintien de la paix et de la sécurité ainsi que la promotion des droits de l'homme, de la démocratie et de l'Etat de droit, la promotion de la prospérité et le renforcement des conditions-cadres du développement durable, l'amélioration de la justice sociale - notamment la situation des femmes-, et enfin la protection de l'environnement naturel.

Deux offices fédéraux sont responsables de la conception et de la mise en œuvre de l'Aide au développement : la Division du développement et de la coopération (DDC), au sein du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) au Département fédéral de l'économie publique (DFEP). Leurs principaux instruments sont : la coopération technique, l'aide financière, les mesures économiques et commerciales ainsi que l'aide humanitaire. La DDC coordonne les actions.

La Direction du développement et de la coopération est formée de trois piliers. La Coopération au développement s'engage dans des activités à long terme. Dans cette optique, elle concentre ses activités bilatérales dans 17 pays du Sud, notamment des PMA et des NFIDC. Mais elle soutient aussi des programmes dans d'autres régions par le biais d'organisations internationales.

L'Aide humanitaire est dispensée sans restriction géographique ni distinction de nationalité, de race, de religion, de sexe, d'appartenance politique ou sociale. Elle intervient directement et pour des périodes plus courtes pour soulager les victimes de conflits, des crises qui en découlent ou de catastrophes naturelles. Elle soutient également les activités d'organisations humanitaires. Ses actions revêtent la forme d'engagements en personnel par le biais du Corps suisse d'aide en cas de catastrophe (ASC), de contributions financières et de livraisons de denrées alimentaires.

Pour sa part, le Secrétariat d'Etat à l'économie définit les mesures économiques et commerciales de la coopération au développement : crédits mixtes - faisant intervenir tant la Confédération que les banques suisses - aides à la balance des paiements, efforts de promotion commerciale et, en collaboration avec la communauté internationale, actions pour les produits de base. Le SECO est également le principal acteur de la stratégie de désendettement élaborée en faveur des pays les plus endettés.

Tableau 3 : Coopération internationale de la Suisse 1997-1998 (millions de francs suisses)

	1998 b)		1997		1996	1995
	dont flux		dont flux			
	APD a)		APD a)			
Confédération	1 380,3	1 266,4	1 308,8	1 206,7	1 350,5	1 333,4
Coopération au développement y compris mesures de politique économique et commerciale	1 019,5	1 017,0	955,6	954,1	976,8	972,9
Aide humanitaire	224,1	221,4	222,1	217,1	230,4	244,8
Apports de ressources aux pays d'Europe de l'Est et de la CEI	136,7	28,0	131,1	35,5	143,3	115,7
Cantons et communes	23,3	20,6	26,1	23,2	22,8	23,5
Coopération au développement	20,3	18,5	22,8	20,8	19,5	19,8
Aide humanitaire	3,0	2,1	3,3	2,4	3,3	3,7
Total coopération internationale	1 403,6		1 334,9		1 373,3	1 356,9
Total aide publique au développement (APD)		1 287,0		1 229,9		
APD en % du PNB		0,32		0,32		

- a) L'OCDE définit l'aide publique au développement (APD) comme l'ensemble des flux financiers vers les pays en développement et les institutions multilatérales de financement en provenance de fonds publics
- b) Données provisoires

Tableau 4 : Aide publique au développement (APD) bilatérale 1996-1998

Répartition par continent et par pays (mio FS)

	1996	1997	1998 a)		1996	1997	1998 a)
Afrique	280,9	269,6	253,9	Asie	249,6	216,5	236,1
1 Mozambique	33,3	26,3	30,0	30 Inde	26,3	36,6	45,2
2 Tanzanie	19,2	35,3	19,9	31 Bangladesh	15,1	12,1	33,9
3 Afrique du Sud	15,2	13,9	13,0	32 Népal	18,2	16,6	18,0
4 Burkina Faso	18,4	18,1	11,0	33 Chine	10,9	6,0	16,9
5 Maurice	0,0	0,0	10,5	34 Viêt-nam	12,5	15,2	16,8
6 Cap-Vert	5,3	5,0	10,3	35 Pakistan	16,9	14,7	14,5
7 Rwanda	21,6	17,6	10,1	36 Indonésie	12,1	11,7	7,8
8 Égypte	14,5	11,1	10,0	37 Palestine	11,7	8,8	7,7
9 Bénin	12,7	9,9	10,0	38 Kirghizistan	3,6	12,3	7,4
10 Tchad	8,6	14,3	9,3	39 Bhoutan	5,8	6,8	6,9
11 Madagascar	15,9	13,9	9,1	40 Corée du Nord	2,9	6,4	6,7
12 Niger	8,7	8,1	8,5	41 Jordanie	0,3	0,4	5,8
13 Mali	6,9	10,9	8,5	42 Tadjikistan	1,8	7,5	5,3
14 Angola	9,4	8,3	7,4	43 Afghanistan	1,8	3,2	4,7
15 Guinée-Bissau	1,8	1,4	7,3	44 Géorgie	1,9	5,1	4,1
16 Soudan	3,3	3,1	4,0	45 Sri Lanka	2,6	3,3	3,5
17 Tunisie	0,1	1,6	4,0	46 Cambodge	2,4	2,1	2,9
18 Éthiopie	7,1	3,5	3,5	47 Philippines	2,4	2,8	2,8
19 Congo (Rép. Dém.)	5,1	2,7	3,1	48 Iraq	2,8	2,5	2,1
20 Cameroun	3,3	4,1	3,0	49 Arménie	1,0	1,2	1,9
21 Kenya	4,8	3,3	3,0	50 Liban	1,5	1,0	1,5
22 Liberia	2,4	1,6	2,9	Autres pays et projets régionaux	95,1	40,2	19,7
23 Sierra Léone	0,7	1,2	2,7				
24 Sénégal	3,0	14,4	2,6	Amérique latine	118,4	100,4	100,8
25 Burundi	2,5	1,3	2,0	51 Bolivie	27,3	29,4	19,8
26 Érythrée	10,7	1,6	1,9	52 Pérou	15,1	15,1	12,3
27 Lesotho	2,4	2,5	1,5	53 Nicaragua	13,3	8,3	12,0
28 Ouganda	0,9	10,5	1,2	54 Equateur	9,1	10,6	8,4
29 Algérie	0,7	0,6	1,0	55 Colombie	6,1	3,0	4,5
Autres pays et projets régionaux	42,4	23,7	42,5	56 Haïti	7,8	4,4	4,3
Dont: Zone du Sahel	3,2	3,6	2,8	57 Guatemala	2,5	2,7	3,6
				58 Honduras	8,6	3,2	3,0
Europe	62,7	42,4	39,4	59 Chili	3,0	0,8	2,9
63 Ex-Yougoslavie b)	39,8	24,1	28,2	60 Brésil	2,3	2,2	2,7
64 Albanie b)	15,4	6,2	4,6	61 El Salvador	1,3	2,0	2,5
65 Turquie	4,2	3,4	3,5	62 Rép. dominicaine	3,7	2,4	1,6
66 Moldavie	2,5	0,1	1,4	Autres pays et projets régionaux	18,3	16,3	23,1
Autres pays	0,8	8,7	1,8				
		.		Non ventilé	253,4	212,1	268,6
Total APD bilatérale	965,0	841,0	898,9				

a) Données provisoires

b) Selon les directives de l'OCDE, l'Albanie et l'ex-Yougoslavie sont des pays en développement

**Tableau 5 : Aide publique au développement bilatérale;
répartition par pays et par catégorie d'aide (mio. FS)**

1998 (données provisoires)					
	DDC Coopération au dévelop.	DDC Aide humanitaire	SECO Mesures économiques	Autres	Total
Afrique	158,7	48,2	47,1	0,0	253,9
Mozambique	21,2	0,5	8,3	0,0	30,0
Tanzanie	18,0	1,8	0,0	0,0	19,9
Afrique du Sud	11,8	0,6	0,6	0,0	13,0
Burkina Faso	9,6	0,8	0,6	0,0	11,0
Maurice	0,0	0,0	10,5	0,0	10,5
Cap-Vert	10,3	0,0	0,0	0,0	10,3
Rwanda	5,4	4,7	0,0	0,0	10,1
Egypte	0,6	0,0	9,4	0,0	10,0
Bénin	9,6	0,4	0,0	0,0	10,0
Tchad	9,1	0,2	0,0	0,0	9,3
Madagascar	7,3	1,5	0,3	0,0	9,1
Niger	7,9	0,7	0,0	0,0	8,5
Mali	7,0	1,5	0,0	0,0	8,5
Angola	0,0	7,4	0,0	0,0	7,4
Guinée-Bissau	1,0	1,2	5,0	0,0	7,3
Soudan	0,1	3,9	0,0	0,0	4,0
Tunisie	1,5	0,0	2,5	0,0	4,0
Éthiopie	0,6	2,9	0,0	0,0	3,5
Autres pays	10,7	18,8	1,0	0,0	30,4
Projets régionaux	26,8	1,3	9,0	0,0	37,1
Asie	162,5	28,2	44,9	0,0	236,1
Inde	27,5	0,5	17,1	0,0	45,2
Bangladesh	33,1	0,8	0,0	0,0	33,9
Népal	17,9	0,1	0,0	0,0	18,0
Chine	1,9	0,5	14,4	0,0	16,9
Viêt-nam	14,6	0,1	2,1	0,0	16,8
Pakistan	13,8	0,0	0,8	0,0	14,5
Indonésie	7,3	0,3	0,2	0,0	7,8
Palestine	7,6	0,1	0,0	0,0	7,7
Kirghizistan	5,2	0,0	2,2	0,0	7,4
Bhoutan	6,9	0,0	0,0	0,0	6,9
Corée du Nord	1,1	5,6	0,0	0,0	6,7
Jordanie	1,4	0,0	4,4	0,0	5,8
Tadjikistan	2,6	2,8	0,0	0,0	5,3
Autres pays	10,0	17,3	0,3	0,0	28,1
Projets régionaux	11,7	0,0	3,4	0,0	15,1

	DDC Coopération au dévelop.	DDC Aide humanitaire	SECO Mesures économiques	Autres	Total
Amérique latine	77,0	12,4	11,4	0,0	100,8
Bolivie	18,5	0,6	0,7	0,0	19,8
Pérou	10,3	2,0	0,0	0,0	12,3
Nicaragua	4,6	0,0	7,4	0,0	12,0
Equateur	8,2	0,3	0,0	0,0	8,4
Colombie	2,6	1,0	1,0	0,0	4,5
Haïti	2,0	2,3	0,0	0,0	4,3
Autres pays	14,4	3,8	2,4	0,0	20,6
Projets régionaux	16,5	2,4	0,0	0,0	18,9
Europe	13,4	15,3	10,7	0,0	39,4
Ex-Yougoslavie	6,9	13,8	7,4	0,0	28,2
Albanie	2,3	1,5	0,8	0,0	4,6
Autres pays	4,2	0,0	2,6	0,0	6,7
Non ventilé géographiquement	92,6	74,3	45,0	58,6	268,6
Total APD bilatérale	504,1	178,4	159,1	58,6	898,9

Tableau 6 : APD de la Suisse : répartition bilatérale et multilatérale

	1998 (données provisoires)				1997	
	bilatérale	multilatérale	Total		Total	
	mio FS	mio FS	mio FS	%	mio FS	%
Coopération technique	493	105	597	46	604	49
Aide financière	52	201	253	20	237	19
Aide humanitaire	162	30	191	15	188	15
Aide alimentaire	19	14	32	3	31	3
Mesures économiques et commerciales	147	5	152	12	103	8
Non classé	28	35	63	5	65	5
Remboursements de prêts	-1	-	-1		-1	
Total APD	899	388	1 287	100	1 227	100
En pourcentage du PNB			0,32		0,32	

Tableau 7 : Coopération bilatérale de la DDC; répartition sectorielle

	1998 a)
Agriculture, élevage	15%
Forêt, environnement	12%
Infrastructure, eau, énergie	20%
Artisanat, industrie, commerce	6%
Economie globale, finances, services	6%
Politique sociale, administration, justice	5%
Education, information, culture	13%
Santé, nutrition, population	11%
Non ventilé	11%

a) Non compris les frais de personnel, les frais de bureaux de coordination de la DDC.
Les crédits de programme accordés aux ONG et le programme de volontaires

Tableau 8 : Mesures de politique économique et commerciale du SECO; répartition selon le niveau de revenu des pays bénéficiaires

	1998	
	mio FS	%
Pays à faible revenu	67,4	44,4
Pays à revenu intermédiaire	19,7	13,0
Non ventilé	64,6	42,6
Total mesures économiques	151,7	100,0

Tableau 9 : Coopération au développement multilatérale de la DDC; contributions annuelles à des organisations internationales

	1998 mio FS	1997 mio FS
Organisations des Nations Unies	95,3	96,8
Programme des N.U. pour le développement (PNUD)	56,0	57,4
Fonds international de secours à l'enfance (UNICEF)	17,0	17,2
Fonds des N.U. pour les activités en matière de population (FNUAP)	10,0	10,0
Programmes spéciaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)	4,8	4,8
Fonds d'équipement des N.U. (FENU)	2,5	2,5
Programme commun des N.U. sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)	2,2	2,2
Fonds des N.U. pour les femmes (UNIFEM)	0,7	0,7
Organisation des N.U. pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	0,4	0,4
Programme de volontaires des N.U. (VNU)	0,5	0,5
Autres organisations des N.U.	1,3	1,1
Banques de développement et leurs fonds spéciaux a)	191,5	174,7
Fonds africain de développement (FAD)	61,6	28,6
Banque asiatique de développement (BAsD)	3,1	2,6
Fonds asiatique de développement (FAsD)	12,8	23,0
Banque interaméricaine de développement (BID)	1,5	3,4
Fonds des opérations spéciales (FSO - BID)	0,6	11,3
Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)	5,4	5,9
Association internationale pour le développement (AID/IDA)	106,6	94,9
Société financière internationale (SFI)	-	5,1
Autres institutions multilatérales	19,1	17,0
Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)	10,4	11,0
Fonds international de développement agricole (FIDA) a)	5,0	5,0
Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)	0,8	0,8
Autres institutions multilatérales	2,9	0,2
Total coopération multilatérale	305,9	288,4

a) Les contributions, effectuées sous forme de "notes" (effets payables à vue), sont comptabilisées au fur et à mesure de leur tirage